

Usages et enjeux  
des technologies  
de communication

DES MÊMES AUTEURS :

Sous leur direction, *Internet, nouvel espace citoyen ?*, L'Harmattan, 2003.

FRANCIS JAURÉGUIBERRY A PUBLIÉ RÉCEMMENT :

*Question nationale et mouvements sociaux en Pays basque*, L'Harmattan, 2007.

*Les branchés du portable. Sociologie des usages*, PUF, 2003.

SERGE PROULX A PUBLIÉ RÉCEMMENT :

*Web social, mutation de la communication* (sous sa direction, avec F. Millerand et J. Rueff), Presses de l'université du Québec, 2010.

*L'action communautaire québécoise à l'ère numérique* (sous sa direction, avec S. Couture et J. Rueff), Presses de l'université du Québec, 2008.

*Communautés virtuelles : penser et agir en réseau* (sous sa direction, avec L. Poissant et M. Sénécal), Presses de l'université de Laval, 2006.

*L'explosion de la communication. Introduction aux théories et aux pratiques de la communication* (avec Philippe Breton), La Découverte, 2006.

*Internet, une utopie limitée. Nouvelles régulations, nouvelles solidarités* (sous sa direction, avec F. Massit-Folléa et B. Conein), Presses de l'université de Laval, 2005.

*La révolution Internet en question*, Québec Amérique, 2004.

Francis Jauréguiberry  
Serge Proulx

Usages et enjeux  
des technologies  
de communication

INÉDIT

érès  
éditions

Conception de la couverture :  
Anne Hébert

Version PDF © Éditions érès 2012

CF - ISBN PDF : 978-2-7492-3184-6

Première édition © Éditions érès 2011

33, avenue Marcel-Dassault, 31500 Toulouse, France

[www.editions-eres.com](http://www.editions-eres.com)

Aux termes du Code de la propriété intellectuelle, toute reproduction ou représentation, intégrale ou partielle de la présente publication, faite par quelque procédé que ce soit (reprographie, microfilmage, scannérisation, numérisation...) sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

L'autorisation d'effectuer des reproductions par reprographie doit être obtenue auprès du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris, tél. : 01 44 07 47 70 / Fax : 01 46 34 67 19.

## Table des matières

Introduction.....	7
<b>Derrière les technologies, des visions du monde.....</b>	<b>10</b>
Le déterminisme technique.....	11
<i>Visions optimistes</i> .....	12
<i>Visions pessimistes</i> .....	17
Le déterminisme social.....	19
Les études d'usage : dépasser les visions déterministes..	23
<b>Trois approches classiques pour penser les usages.....</b>	<b>32</b>
Diffusion et adoption.....	33
Conception et utilisation.....	40
Usages et appropriation.....	49
<i>L'écart entre usages prescrits et usages effectifs</i> .....	50
<i>Du bricolage au détournement</i> .....	52
Les limites des études d'usage.....	55
<b>Usages, consommation et logique économique.....</b>	<b>57</b>
Les études d'usage et le monde de l'entreprise.....	57
Anticipation des usages et production de la demande..	64
Pratiques coopératives des usagers dans une économie numérique contributive.....	69
<i>La formation des consommateurs</i> .....	71
<i>Les collectifs d'usagers en ligne</i> .....	73

<b>La mutation récente des études d'usage</b> .....	78
La sociologie des usages, première topique (1980-1995)	79
Seconde topique (1995-2010) : cinq niveaux possibles d'interprétation.....	84
<i>Interaction dialogique entre l'utilisateur     et le dispositif technique</i> .....	85
<i>Coordination entre l'usager et le concepteur     du dispositif</i> .....	87
<i>L'usage situé dans un contexte de pratiques     quotidiennes</i> .....	90
<i>L'objet technique prescripteur de normes     politiques et morales</i> .....	93
<i>Les formes socio-historiques de l'usage</i> .....	96
Quelles conséquences pour une nouvelle sociologie des usages ?.....	98
<i>Épistémologie de l'observation</i> .....	99
<i>Transformation des figures de l'usager</i> .....	100
 <b>Des usagers aux sujets</b> .....	 102
Les usages comme révélateurs sociaux.....	102
En amont des usages, trois logiques d'action.....	106
<i>Être branché : une logique d'intégration</i> .....	106
<i>Être efficace : une logique stratégique</i> .....	109
<i>Être autonome : une logique de subjectivation</i> .....	110
L'usage comme expérience.....	112
<i>Entre logique d'intégration et logique utilitaire :     zapper</i> .....	113
<i>Entre logique utilitaire et logique critique :     filtrer</i> .....	117
<i>Entre logique critique et logique d'intégration :     préserver</i> .....	120
Usages et hypermodernité.....	123
 <b>Bibliographie</b> .....	 126

## *Introduction*

Depuis l'entre-deux-guerres, nous étions habitués à penser le développement des technologies de communication comme une série continue où chaque nouvelle invention empruntait certaines de ses caractéristiques à la vague précédente en même temps qu'elle y apportait des éléments significativement novateurs : de la presse écrite de masse à la diffusion radiophonique puis à l'émergence de la télévision. La convergence de l'informatique avec les télécommunications et l'audiovisuel dans les années 1970 laisse entrevoir un saut qualitatif dans la fonction économique et sociale attribuée aux technologies de communication. Ces technologies ne sont plus seulement des moyens de diffusion des produits culturels, elles pénètrent l'organisation du monde industriel en participant d'une véritable mutation dans nos manières d'innover, de produire et de travailler, de consommer ou d'échanger.

Avec la diffusion massive de l'Internet – qu'on peut situer autour de 1995 – et, en parallèle, la diffusion extraordinaire du téléphone portable dont le nombre d'unités dépasse aujourd'hui le nombre d'individus composant les populations de plusieurs pays occidentaux, nous n'avons plus affaire à un simple ajout de technologies de communication qui s'additionneraient dans la liste déjà longue d'inventions en matière de diffusion culturelle. Le phénomène est d'un autre ordre : nous sommes devant un mouvement de transformations qualitatives dans l'organisation même du

monde industriel. Les technologies de communication agissent comme levier économique. Le développement accéléré de ces technologies s'articule à une transformation profonde de l'économie capitaliste aujourd'hui largement globalisée, marquée par des panes de plus en plus importantes en matière de régulation néolibérale, ce qui engendre notamment des mouvements d'anxiété dans la conscience des individus. Le « capitalisme hautement connecté » (Veltz, 2008) déstabiliserait les individus en même temps que, paradoxalement, il fournirait les moyens de répondre à certaines aspirations de l'individualisme contemporain. La problématique d'une *appropriation* sociale et individuelle des technologies de communication résonne ici avec celle de l'exigence d'*autonomie* propre à la modernité.

Il n'est plus possible aujourd'hui de penser le monde contemporain sans faire référence à la fois aux technologies de communication qui l'innervent et aux bouleversements dans les conduites individuelles et collectives se rattachant à l'usage de ces technologies. Les technologies de communication dont il sera question dans cet ouvrage, tels l'Internet et la téléphonie mobile, sont susceptibles d'engendrer un régime de réciprocité et de nouvelles formes d'échange dans les situations de communication qu'elles contribuent à structurer. Elles introduisent à un nouveau monde où un espace sans distance et un temps sans délai se superposent peu à peu à l'espace-temps « classique ». Elles permettent des modes de présentation de soi et de rapport à autrui inédits, sous la forme de subtils jeux de masque et de mise en réseaux. Elles tranchent ainsi avec les technologies précédentes orientées surtout vers la transmission de l'information et la diffusion des contenus. Les nouvelles technologies intègrent ces fonctions de transmission et de diffusion mais, surtout, elles permettent l'instauration d'un régime de réciprocité dans la communication.

Les années 1980 ont vu émerger et se développer, en France et dans les sociétés industrialisées, une sociologie des usages de ces technologies, qui, depuis, n'a cessé de se complexifier. Cet ouvrage vise à faire le point sur cette sociologie des usages, et à offrir au



lecteur des repères pour s'y retrouver. Après avoir présenté les principales approches empruntées classiquement par les analystes des usages depuis 1980, nous offrons au lecteur une alternative pour élaborer une « nouvelle sociologie des usages » de manière à pouvoir faire une lecture fine et nuancée de *ce que les gens font effectivement avec ces machines et ces réseaux*. En bout de piste, nous l'invitons à penser l'usage comme une expérience individuelle et sociale dans laquelle l'utilisateur est engagé à titre de sujet. Nous soutenons que les usages des technologies de communication et le rapport que les usagers entretiennent à leur égard agissent comme révélateurs des nouveaux enjeux politiques et éthiques d'une société hypermoderne hautement connectée.

## *Derrière les technologies, des visions du monde*

Une approche sociologique des usages des technologies de communication – c'est-à-dire les objets, outils et dispositifs techniques permettant l'interaction à distance et une réciprocité dans la communication (téléphonie, Internet, jeux en ligne) – suppose que soit d'abord clarifié le contexte dans lequel les sciences sociales ont eu l'habitude, jusqu'ici, de penser l'action de la technique dans la société. Depuis la fin des années 1970, deux conceptions se sont affrontées, relevant toutes deux d'une épistémologie déterministe : les essayistes, philosophes et sociologues ont défini l'innovation technique comme un élément moteur du changement social et historique, ce qui est la posture du déterminisme technique ; au contraire, et symétriquement, d'autres penseurs ont insisté sur les déterminations décisives du cadre social dans le développement des innovations techniques, définissant par conséquent ces dernières davantage comme un mécanisme de reproduction des inégalités, des hiérarchies et des fractures du tissu social : c'est la posture du déterminisme social. Nous soutiendrons que les études d'usage constituent une tierce posture permettant d'éviter ce double déterminisme.

## LE DÉTERMINISME TECHNIQUE

« La science découvre, l'industrie applique et l'homme suit » (citée par Salomon, 1992, p. 274). Cette affirmation à la gloire de la science et de la technologie était en exergue de la plaquette présentant l'exposition universelle de Chicago de 1933 consacrée à « un siècle de progrès scientifiques et techniques ». Elle pourrait résumer le type d'approches qui, depuis la fin de la décennie 1970 et particulièrement durant les années 1980, a dominé les discours et recherches sur les technologies de communication. Comme l'industrie l'avait été en son temps, ces technologies seront investies d'une capacité à définir *un nouveau monde*. Leur caractère novateur et presque « magique » (car permettant la réalisation partielle d'un attribut de Dieu, l'ubiquité) ne fait que renforcer cette vision des choses. Cette approche, qui correspond à un déterminisme technique, se situe encore aujourd'hui en aval des conceptions contemporaines de la technologie. L'approche déterministe consiste à évaluer les effets des dispositifs techniques sur les comportements individuels et collectifs, et, partant, sur l'organisation et le changement socio-historique. En définitive, la question posée à travers ce paradigme est de savoir comment la technique influe sur les aspects socioculturel, économique et politique du vivre ensemble.

La quasi-totalité des études dites « d'impact » – massivement réalisées en France à la suite du rapport Nora-Minc sur l'informatisation (1978) et à la demande d'institutions nationales ou locales désireuses de prévoir les « retombées sociales et économiques » d'un tel processus – relèvent de ce type d'approche. La gamme de leurs réponses s'étale entre deux pôles : d'un côté, l'utopie d'un monde transparent où une démocratie participative et une convivialité authentique seraient obtenues grâce à l'interactivité médiatique et aux réseaux décentralisés ; de l'autre, la vision pessimiste de sociétés décomposées où le spectacle de l'hédonisme et la mise en scène du narcissisme cacheraient mal la détresse de masses anonymes et solitaires, rassemblant des individus aliénés, dépendants des technologies, récepteurs muets de messages conçus ailleurs. Il est remar-

quable de constater que, trente ans plus tard, cette pensée déterministe domine toujours les commentaires quant aux impacts de la technologie sur l'organisation sociale. L'extension d'Internet semble avoir réactualisé ces visions déterministes, au point où l'on a parfois l'impression de relire ce qui avait été écrit sur la télévision conviviale, les réseaux câblés ou le Minitel (et qui s'est, pour l'essentiel, révélé inexact). Encore aujourd'hui, les mêmes espoirs et les mêmes craintes sont associés aux technologies dans leur supposée toute-puissance à encadrer notre environnement social, économique et politique.

### *Visions optimistes*

C'est sans conteste la vision optimiste des impacts des technologies sur le social qui a dominé pendant plus de vingt ans, en Europe, en Amérique et au Japon. Ces approches partent toujours d'un double constat : l'espace médiatique est un espace sans distance physique où les lieux s'effacent en se télescopant et où la communication peut s'effectuer immédiatement, de façon interactive et sans intermédiaire. Dans cet environnement, des projets peuvent se réaliser *sous une forme utopique* (au sens étymologique : dans un espace sans lieu). Participant à l'accélération générale des flux, les technologies de communication sont décrites comme des outils de libération à l'égard d'un déterminisme spatial imposant aux individus une proximité physique pour être rapidement accessibles. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, selon cette vision, apparaît la possibilité de rompre le binôme espace-temps : l'économie de l'espace se traduirait par un gain de temps. L'éloignement ne serait plus un facteur pénalisant.

Alors que les villes étaient décrites comme des « accélérateurs d'échanges » (Braudel, 1979), des « commutateurs sociaux » (Claval, 1981) ou des « machines informationnelles » (Fourquet, 1973) parce qu'elles permettaient des économies d'échelle lorsque la transmission des informations prenait du temps, l'effacement de ce même temps de transmission permet d'imaginer une « périphérie sans fin », une « excentricité généralisée, signe avant-coureur du

dépassement de la forme urbaine industrielle » (Virilio, 1984, p. 156). Dans les années 1980, certains prédisent que les technologies de communication couplées à la micro-informatique permettront l'éclatement de la production dans de petites unités à taille humaine dispersées sur tout le territoire avec, comme application extrême, le télétravail à domicile (Toffler, 1980 ; de Rosnay, 1986 ; Servan-Schreiber, 1980). Reliées entre elles par des réseaux performants, ces nouvelles unités de production et de vie laisseraient entrevoir la réalisation d'une décentralisation réussie et d'une auto-gestion possible.

C'est ainsi que Jean Vogé peut écrire, en 1983 : « La société de communication doit être une société de microsociétés avec des communautés aux dimensions humaines, c'est-à-dire d'une taille moyenne, assez grande pour traiter en local une majorité de problèmes, mais assez limitée pour que toute la population puisse être rassemblée et embrassée du regard [...]. La grande migration urbaine a détruit les communautés, leur unité et leur convivialité, dispersé ou supprimé leurs activités. Les réseaux câblés interactifs, tels les forums d'antan, devraient faire naître ou recréer de nouveaux villages, même au cœur des zones les plus déshéritées » (Vogé, 1983, p. 201-202). Cette décentralisation permettrait de résoudre les problèmes d'aménagement que l'hypertrophie des métropoles a posés : nuisances (bruit, pollution), baisse de la qualité de la vie (le trajet entre la résidence et le travail étant toujours plus long et stressant), surcoûts (flambée de la rente foncière, transports en commun déficitaires, frais de gestion urbaine) et lente agonie des campagnes (où la vie économique, culturelle et politique est happée par la centralisation des activités).

Conscientes de ces nouvelles potentialités de développement économique, la plupart des collectivités territoriales chercheront dans les années 1980 à se brancher sur les réseaux les plus performants afin de rester dans la course aux implantations d'entreprises nomades. Elles proposeront à ces dernières des facilités d'accès à l'information (abonnements gratuits à des banques de données ou de téléports) à la manière des facilités foncières offertes

dans les années 1970 pour leur implantation. Cependant, beaucoup de ceux qui avaient cru un peu trop vite que les technologies de communication allaient ainsi gommer les inégalités territoriales ont rapidement été confrontés aux limites d'un tel phénomène. Leur déception fut alors à la mesure de l'utopie techniciste qui les avait en un premier temps animés, comme si la technique pouvait influencer aussi directement l'économique, le socioculturel ou même le politique. Entre-temps, ces acteurs s'étaient rendu compte que ces technologies non seulement n'étaient pas parvenues à générer par elles-mêmes plus d'égalité territoriale, mais avaient au contraire participé, dans la majorité des cas, à la reproduction des inégalités territoriales.

Un autre volet de l'utopie de la télécommunication montre comment l'agilité des « nouvelles proximités médiatiques » pourrait chasser la pesanteur des relations déterminées par la contiguïté physique. Ces nouvelles proximités feraient oublier la solitude et l'anonymat des grands ensembles résidentiels. Au niveau de l'inscription spatiale de l'organisation sociale, ce serait la fin du modèle pyramidal où le sommet fait figure de centralité toute-puissante. En remplacement, apparaîtrait un système réticulaire décentré où chaque point de l'espace, en correspondance directe avec les autres, se passerait des intermédiaires qui jouaient bien souvent un rôle de censeur octroyé par la hiérarchie. Ainsi, Yoneji Masuda, qui sera pour beaucoup, au niveau international, le visionnaire et l'expert de la « société de l'information » et, pour le gouvernement japonais, le responsable de l'ambitieux Plan pour la société de l'information : objectif 2000 (lancé au début des années 1970), prévoit que « la société de l'information offrira de nouveaux concepts de liberté et d'égalité, qui incarneront la liberté de décision et l'égalité d'opportunité » (1980, p. 149). L'avènement de cette société utopique « permettra à l'homme de se libérer du travail réducteur jusqu'alors nécessaire à sa subsistance au profit d'un temps désormais libre » (*ibid.*). « La future société d'information deviendra une société sans classe, libre de tout pouvoir d'imposition, le cœur de la société étant constitué de communautés volontaires. Une

communauté volontaire est une société dans laquelle l'indépendance individuelle est en harmonie avec l'ordre du groupe, et dont la structure sociale est décentralisée et basée sur une cohésion mutuelle. Par "décentralisée", j'entends que tout individu ou groupe d'une communauté volontaire est indépendant et est en lui-même un centre. Et "cohésion mutuelle" veut dire que les individus et les groupes qui constituent les centres partagent une attraction mutuelle pour former un groupe social » (*ibid.*, p. 151).

Quelques années plus tard, les Américains Garrett et Wright renchérisent : « Les réseaux de communication devraient permettre un mode de décision plus rapide et plus souple dans lequel tous les membres d'une communauté donnée pourraient participer. Au lieu du jeu fermé auquel se livre actuellement une petite élite, la politique serait ainsi l'affaire quotidienne de chacun [...]. Par ailleurs, ce système rendra possible la gestion d'une économie décentralisée et démocratique : les gens exprimeront leurs besoins depuis leurs terminaux et les producteurs pourront directement adapter la production à ces informations [...] nous pensons qu'un nouvel âge d'or est tout à fait possible » (Garrett, Wright, 1981, p. 489). Cet espoir sera repris par Al Gore (1994) dans son plan Global Information Infrastructure (GII) : « La GII ne sera pas seulement une métaphore de la démocratie en fonctionnement. Elle encouragera dans la réalité le fonctionnement de la démocratie en rehaussant la participation des citoyens à la prise de décisions. Elle favorisera la capacité des nations à coopérer entre elles. J'y vois un nouvel âge athénien de la démocratie forgée dans les forums que la GII créera. » Une fois encore, domine la croyance que de nouvelles technologies peuvent combler l'espérance d'un monde plus convivial et plus juste.

Contrairement à ce que pouvait observer Jacques Ellul (1981) dans la décennie 1970, c'est moins une « idéologie de la technologie » en soi, froide et synonyme de négation des valeurs humanistes qui domine les années 1980, qu'une « idéologie de la communication », chaude et censée apporter bonheur et progrès. C'est la communication *elle-même* qui est érigée en nouvelle utopie

conciliant liberté individuelle, universalisme et convivialité (Breton et Proulx, 1989). La technologie est la condition de cette transparence communicationnelle. Elle est célébrée en tant qu'outil libérateur, et ce d'autant plus qu'elle est considérée comme non polluante. Il est à ce propos intéressant d'observer que l'un des pourfendeurs de l'idéologie de la technologie, Ivan Illich, exclut de sa critique les technologies de communication (et en particulier le téléphone) sous prétexte qu'elles sont « conviviales » (alors que les autres technologies sont souvent décrites par lui comme « dangereuses » ou « aliénantes »).

Il est aisé, trente ans après, de montrer les faiblesses de tels scénarios prospectifs. Sans doute, certaines conclusions sont rétrospectivement assez fantaisistes. On aurait cependant tort de les rejeter sans autre forme de procès sous prétexte que leurs prévisions se sont dans l'ensemble révélées inexactes. Car, au-delà des contenus de leurs prévisions, ces propos sont non seulement significatifs d'une façon de penser, mais aussi révélateurs des attentes et des tensions qui travaillaient le corps social à l'époque. Par exemple, si est fréquemment revenue l'idée selon laquelle le développement des technologies de communication allait permettre la décentralisation d'activités économiques ou leur éclosion dans des zones jusqu'alors tenues à l'écart du développement, c'est parce qu'elle rencontrait des besoins ressentis. Si une redéfinition des frontières entre espace de travail et espace de vie, allant dans le sens d'un décloisonnement des activités et d'une meilleure réalisation personnelle, a suscité tant de projections, c'est que cela correspondait à des attentes. Ou encore, si la réappropriation d'espaces publics et conviviaux a stimulé aussi souvent l'imagination, c'est que ces thèmes trouvaient un écho dans la population.

Que ces attentes aient massivement choisi la célébration des technologies pour se muer en prophéties ne doit pas étonner. Ces scénarios prospectifs, en effet, apparaissent à un moment où les croyances et idéologies jusqu'alors pourvoyeuses de sens et d'espérance connaissent un déclin. Face aux incertitudes que les systèmes de croyances habituelles ne comblent plus, la technologie apparaît



aux yeux de plusieurs comme quelque chose de solide, d'à la fois incontournable et réconfortant : la technologie quitte imperceptiblement sa condition de pure production humaine pour se charger d'une dimension transcendante. « L'avantage de l'idéologie techniciste, relève Dominique Wolton (1992, p. 74), c'est qu'elle apporte une solution simple à des problèmes complexes : elle permet une "intégration" de dimensions sociologiques, économiques, techniques et culturelles et une globalisation de la réponse ». La spectaculaire reconversion médiatique d'anciens idéologues dans la célébration de l'utopie techniciste au cours des années 1980 est peut-être l'une des dernières tentatives pour collectivement conjurer – avant que d'y tomber de façon postmoderne – la peur du vide laissée par la disparition des grands récits. Les performances quasi magiques des technologies de communication n'ont fait qu'accroître le phénomène. Raison de plus pour ne pas prendre au pied de la lettre les représentations sociales qu'elles ont suscitées.

### *Visions pessimistes*

Tous les tenants de l'approche déterministe technique ne sont toutefois pas aussi optimistes. Pour certains, en effet, l'ubiquité médiatique, loin de permettre aux individus de se rapprocher pour avoir une meilleure prise sur leur destin, risque plutôt de les arracher de leur cadre habituel de référence pour mieux les manipuler. La critique est ici culturelle : face à l'adversité, à l'absence de perspective, à la crise ou à l'anomie, il serait possible de fuir, *via* les technologies de communication, vers des « ailleurs » plus en accord avec l'imaginaire et les désirs de chacun. S'économisant les désagréments que toute communication *in situ* risque de lui faire courir, un individu en mal de reconnaissance (ou que le réel désespère) peut se brancher sur un réseau pour parler, se dire et se représenter tel qu'il voudrait être, en dehors de toute référence sociale et de tout repère d'identification ou de code de classement. Seule compte, à cet instant, l'image qu'il veut bien donner de lui-même. Phénomène que Claude Baltz (1984) nommait « clivage » dans un article où il analysait les messageries sur Minitel. On peut alors se demander si

ce que certains individus cherchent prioritairement à travers les technologies de communication n'est pas plus leur valorisation narcissique que le développement des échanges. Ce que constate Dominique Boullier (1986, p. 44) dans son étude sur les *cibistes* : « Bien loin de vouloir multiplier les rencontres pour elles-mêmes, les cibistes y cherchent surtout la réhabilitation de leur capacité à s'auto-définir, à s'approprier leur monde, à s'inventer un statut. Ils fuient en quelque sorte une situation sociale où ils se font posséder, où ils ne s'appartiennent plus. » Michel Bonetti et Jean-Paul Simon (1986, p. 17) vont dans le même sens : « Ce qui est recherché, c'est plus la possibilité d'expression, d'énonciation et à travers ça, la reconnaissance par l'autre, qu'on ne cherche pas nécessairement à identifier. Communication narcissique avant tout, où l'on attend du média qu'il permette de s'exprimer, ou bien qu'il parle de soi (fonction miroir), pouvant ainsi contribuer à la réinsertion ou à la valorisation d'individus ou de groupes. » Phénomène que Dominique Wolton appelle les « solitudes interactives » (1999, p. 106-107).

Au lieu de freiner la déliquescence du lien social, la désertification des lieux publics de sociabilité et l'enfermement de chacun dans sa sphère privée, les technologies de communication ne feraient au contraire qu'accélérer ces phénomènes. Elles précipiteraient l'atomisation des individus en rendant non seulement supportable mais agréable leur isolement. Elles les installeraient dans une sorte d'hédonisme douillet, les conduisant à s'enfermer chez eux avec un frisson de satisfaction au moment où les discours sécuritaires ne cessent de se développer. Replié sur soi, chacun préférerait désormais consommer ses relations au monde à moindres frais, *via* des lucarnes électroniques, sans contact direct, sans s'exposer à la critique, au risque ou à l'inconnu, contribuant ainsi à vider un peu plus de toute vie les lieux publics en les rendant par là même encore moins attirants pour ceux qui s'obstineraient à les fréquenter. Pour Richard Sennett, « les communications électroniques sont l'un des moyens par lesquels la notion de vie publique a été étouffée » (1979, p. 220-221). « Certes, écrit-il, la masse d'in-

formations qui nous parvient est chaque jour plus importante, on voit davantage, mais on agit moins ensemble. » Ceci renvoie au « paradoxe de l'isolement et de la visibilité », paradoxe qui annonce le déclin de l'urbanité, des masques sociaux, des règles de convenance, de la *res publica*. Pour les plus pessimistes, on risque de perdre la notion même d'échelle géographique à force de n'entrer en contact avec la réalité qu'à travers des outils qui se jouent des dimensions physiques. À la conjonction de différents terminaux, de plus en plus dégagé d'un vécu anthropologique de l'espace, l'individu deviendrait totalement dépendant des outils médiatiques dans ses perceptions géographiques, la moindre défaillance de ces outils entraînant des catastrophes existentielles.

## LE DÉTERMINISME SOCIAL

Que les descriptions de la société de communication soient paradisiaques ou apocalyptiques, la démarche qui les produit rappelle au fond la pensée techniciste de Marshall McLuhan (1968) : *the medium is the message*. L'important n'est pas le message pris en lui-même (le contenu ou le méta-message), mais le *medium* employé. C'est la nature même du support technique utilisé de manière dominante pour communiquer qui est censée influencer directement ou de façon subliminale la sphère socioculturelle, voire la sphère politique. Le rôle du sociologue, du psychosociologue ou du géographe consiste alors à mesurer les « effets » et les « impacts » des technologies de communication sur l'organisation et le changement social ou sur les pratiques de l'espace. C'est contre ce type d'approche techniciste que certains sociologues ou philosophes se sont insurgés en rappelant le poids de la reproduction sociale dans l'adoption et la diffusion des technologies.

Il ne s'agit plus ici de partir des technologies pour voir comment elles agissent sur le social. La démarche est l'inverse symétrique : il s'agit de déterminer en quoi les structures de reproduction du social conditionnent le développement des technologies. Force est de reconnaître que la structuration des réseaux de

communication qui irriguent le tissu social est pour l'essentiel inégale, hiérarchique et centralisée. D'où la critique virulente que fait Jean-Pierre Garnier des visions optimistes évoquées plus haut : « Les réseaux électroniques où circule l'information sont organisés selon une structure hiérarchique et centralisée qui ne fait que redoubler et reproduire, et donc consolider, dans l'espace médiatique, la hiérarchisation et la centralisation propre à la structure de l'espace social, qu'il soit envisagé sous l'angle institutionnel, économique, politique ou culturel [...] ; il serait illusoire de compter sur l'extension et la densification du réseau médiatique pour mettre fin à la ségrégation socio-spatiale [...]. Dans une société divisée en classes, la médiation croissante de la communication n'atténue ni, à plus forte raison, n'élimine la hiérarchisation des espaces » (Garnier, 1986, p. 117-118).

La même démonstration peut être faite pour l'organisation du travail : directement reliés au centre, les acteurs périphériques s'y réfèrent à chaque fois davantage afin d'éviter les conséquences négatives d'une décision inadéquate. Ils s'habituent ainsi à une perte d'autonomie de décision et contribueraient par là même au renforcement du modèle pyramidal du pouvoir : « L'accélération des communications a eu pour effet une plus grande centralisation des pouvoirs, une moins grande délégation accordée aux intermédiaires politiques ou commerciaux, quand bien même toute technologie nouvelle en ce domaine permettrait théoriquement le contraire » (Beaud, 1984, p. 159).

C'est à partir d'une hypothèse semblable que Gérard Claisse (1986, p. 54) organise sa réflexion : « Avant de modifier l'organisation de l'espace, le développement des télécommunications s'inscrit dans une structure spatiale qui conditionne l'architecture et la répartition géographique des réseaux. » Ainsi, les nouveaux réseaux de communication les plus perfectionnés sont construits, dans leur quasi-totalité, dans les zones de concentration démographique, ce qui accentue encore plus les disparités spatiales. Seules les zones rentables (peu de travaux en génie civil pour un maximum d'abonnés) sont câblées. À l'intérieur de ces zones, une seconde